

Jusqu'à Quand ?

DES MILLIARDS POUR LES TRAVAILLEURS, RIEN POUR LES SPÉCULATEURS !



N°2

Chômage de masse riposte de classe !

Ça fait des années que les « restructurations » se succèdent comme ils disent. Ce ne sont pas des restructurations mais bien des destructions de la vie des travailleurs et de l'outil de production local ! Alors cette crise tombe à point pour terminer ce sale boulot. Les patrons peuvent accélérer la cadence des licenciements. Jusqu'à quand nous prendra-t-on pour des cons ?

Sur ce sujet encore c'est bien de la lutte des classes dont il s'agit. Les patrons licencient, délocalisent, afin que les parasites inactifs que sont les actionnaires continuent à s'enrichir. Par exemple, PSA a distribué 300 millions d'euros de dividendes en 2008 pendant qu'il licencierait 6645 personnes. Et on nous annonce encore des dizaines de milliers de suppressions d'emplois en 2009. Les patrons peuvent alors exercer leur chantage pour obtenir de nouveaux avantages

comme la suppression de la taxe professionnelle et autres financements de cet Etat tant critiqué ces dernières années. Jusqu'à quand nous laisserons nous manipuler comme des pions et nous jeter comme de vieux kleenex ?

Puisque tous ces licenciements font mauvais genre, le gouvernement vient d'instaurer le chômage partiel par un décret paru début janvier. Ça s'appelle chômage, le salarié est en arrêt d'activité mais n'est pas comptabilisé au niveau des chiffres officiels. C'est tout ce qui compte pour nos gouvernants ! Ainsi, dans certains secteurs (comme par hasard ceux qui utilisent le plus ce chômage partiel), le salarié peut passer la moitié de l'année au chômage partiel. Il ne perçoit que 60% de son salaire dont une partie versé par l'Etat. C'est vraiment Noël tous les jours pour les patrons même en temps de crise !

Jusqu'à quand les laisserons-nous rafler la mise ?

Et pour couronner le tout, le MEDEF nous propose une nouvelle convention UNEDIC qui va aggraver la misère des chômeurs. Seule la sinistre CFDT s'est empressée de signer ce texte qui, entre autres, prétend baisser les cotisations versées par les patrons. Ainsi, ils organisent la banqueroute du chômage et plus tard ils pourront dire : le système est déficitaire, il faut que les chômeurs se serrent la ceinture. Mais il n'y a déjà plus de trous disponibles sur nos ceintures. Il faut savoir qu'aujourd'hui seuls 48 % des privés d'emplois sont indemnisés !

Encore un effort et il n'y aura plus d'indemnisation chômage, le rêve des patrons ! Jusqu'à quand les laisserons-nous saboter nos caisses de solidarité ?

Lisez et soutenez le
**COMBAT
SYNDICALISTE**

Mensuel des syndicats CNT
3 numéros gratuits ou 1 an
d'abonnement à 22 euros
À Combat syndicaliste : c/o CNT31,
18 av. de la Gloire, 31500 Toulouse

Manifestation

Le samedi 28 février – 14h30

Place Guichard (Lyon 3ème)

De l'argent ? Ça dépend pour qui...



Le 29, et après ?

Qu'on se le dise, elle était belle, cette journée du 29 janvier. Deux millions et demi de salariés dans la rue à réclamer une meilleure répartition de la richesse produite par nous et confisquée par les patrons. Avec des salariés du public et du privé réunis.

Mais ce qui compte, c'est le résultat. Et cette manifestation, aussi massive qu'elle ait été, ne nous rendra pas le butin amassé par les banques et les entreprises ces dernières années.

Alors si ni le gouvernement, ni le MEDEF ne veulent céder, forçons les.

Notre arme c'est la grève !

Il était une fois des gouvernements et un patronat qui répétaient sur tous les tons et les médias que la France était en faillite.

Il fallait donc que chacun fasse un effort en cotisant plus longtemps pour sa retraite et paye individuellement de sa poche pour sa santé.

« Un petit effort siou plaît, les temps sont durs ! » martelaient les grands de ce monde.

Mais voilà qu'un jour, l'État français déboursa pas moins de 320 milliards d'euros pour sauver les banques. Comment ? L'État n'était pas en faillite ! ?

Alors, les salariés prirent leurs calepions et firent les comptes



D'un côté :

Un « trou » de la sécurité sociale de 12 milliards d'euros pour 2008

Un « trou » dans les caisses des retraites prévu de 50 milliards pour 2050.

D'un autre côté :

320 milliards pour « sauver » les banques

13 milliards par an de bouquet fiscal qui ne profite qu'aux riches.

Plus de 15 milliards donnés à Renault, Peugeot et Airbus

Le gouvernement et le patronat se mirent à avoir peur. Parce que leurs arguments sur les « trous » ne pouvaient plus marcher.

Et les salariés refusèrent de combler eux même les prétendus trous puisque de l'argent, l'État pouvait en sortir quand il le voulait ! Et ils pouvaient même exiger des hausses de salaires !

Moralité : le gouvernement ment énormément !

CONTACTEZ NOUS !

**Union des syndicats
CNT du Rhône**

Pour recevoir des infos,
adhérer à la CNT...

44 rue Burdeau LYON 1er

- Mail : ud69@cnt-f.org
- Site : www.cnt69.org
- Tel : 04.78.27.05.80

Quelles Solutions ?

En tout début de mandat, lors de la casse des retraites à la SNCF, Sarkozy a dit le 29 octobre 2007 : « Avec les syndicats, ça devrait aller. Ce qui me fait le plus peur, c'est que des coordinations se mettent en place et que tout soit bloqué un bon bout de temps » C'est pas nous qui l'avons dit !

Les gros syndicats centralisés ne sont plus à même de défendre les intérêts des salariés, notamment les plus précaires, acoquinés qu'ils sont avec le patronat et le pouvoir politique.

La seule solution actuelle est de décentraliser le mouvement par des grèves reconductibles contrôlées par les assemblées générales de grévistes. Et de se coordonner au niveau régional et national. La CNT travaille à cela dans les lieux où elle en a les moyens.